

Broad, Dave et Wayne Antony (sous la direction de), 2006, *Capitalism Rebooted*, Halifax, Fernwood Publishing: 185pp.

Cet ouvrage au titre inventif est le fruit de collaborations d'universitaires et de militants (tous titres confondus) des provinces de l'ouest du Canada (Manitoba, Saskatchewan et Alberta) oeuvrant en général dans le domaine des sciences sociales (sociologie, andragogie, travail social, gestion...) et cela dans une perspective critique. Certains textes font mention de remerciements à des fonds subventionnaires. L'ensemble est constitué de huit chapitres, précédés d'une introduction et terminés par une conclusion (chapitre 8), sans autre découpage thématique. Une bibliographie synthétique en fin de volume est offerte. L'objet de cet ouvrage est de démystifier la notion de « nouvelle économie » et de lui enlever son *aura* multi dimensionnelle : une société où tous occuperont des emplois qualifiés, où les inégalités socio économiques s'amourront, où l'exploitation n'aura plus place. Chacun des aspects recouverts par les (fausses) promesses de la nouvelle économie est passé en revue. Les contributions sont toutes des revues de littérature et ne font pas état de résultats de recherches récentes ou personnelles.

Les chapitres 1 et 2 (intitulés *The New Economy might not be all that New*, et *Where's the Work*) font oeuvre commune. Les auteurs démontrent que la « nouvelle économie » n'est qu'un autre niveau de développement du capitalisme dans un contexte de globalisation, favorisé par les politiques mises de l'avant par les grandes organisations internationales à vocation économique. Les conséquences en sont un accroissement des inégalités dans les économies développées (lesquelles frappent en priorité les jeunes et les femmes), un accroissement des taux de chômage ainsi qu'une montée de l'atypie et des mcjobs (incluant les *call centers* comme nouveaux sweatshops). De même, les chapitres 3, 4 et 6 peuvent être résumés ensemble, puisqu'ils traitent des stratégies patronales et des politiques publiques, ce qui entraîne d'ailleurs certaines répétitions. Ils sont respectivement intitulés *Organizational and Managerial Responses to the New Economy*, *Lifelong Learning and the New Economy*, *Public Policy for the New Economy*.

Le chapitre 3 recoupe un peu le précédent en discutant la montée du travail atypique, puis brosse un portrait négatif du « nouveau » marché du travail : intensification du travail, usage

déqualifiant et « contrôlant » des nouvelles technologies, flexibilisation de toutes sortes, faux travail en équipes. L'auteur du chapitre 4 nous propose une socio histoire ainsi qu'une déconstruction du concept de « formation tout au long de la vie », qui est devenue dans tous les pays développés une formule consacrée. Il est démontré que les politiques découlant de ce concept, censées permettre aux travailleurs de s'adapter à des technologies changeantes et de développer leur mobilité sur le marché du travail, répondent en fait aux besoins des entreprises (autrement appelé « marché du travail ») et contribuent à bipolariser ainsi qu'à déqualifier la main-d'œuvre. Le chapitre 6 enchaîne sur les politiques de bien-être qui sont en fait des politiques de mise-remise au travail (workfare) et nous fait faire un détour par l'Angleterre de la révolution industrielle, le New Deal (à l'égard duquel l'auteur adopte une attitude critique), le Royaume-Uni de Giddens et de la troisième voie pour atterrir finalement au Canada, considéré comme inspiré par les Etats-Unis dans ses politiques publiques. La lecture de ces chapitres est un peu douloureuse pour le Québécois qui connaît la richesse des analyses produites sur ces sujets par les chercheurs tant universitaires que syndicaux et qui est familier de politiques novatrices en matière de formation professionnelle menées par un organisme (la Commission des partenaires) auquel les syndicats et les groupes communautaires prennent part.

Les chapitres 5 (*Workers' Health and the new Economy*) et 7 (*Responses of the Labour Movement to Information and Communication Technologies*) ignorent tout aussi superbement la québécoisité voisine (où s'applique la meilleure loi en santé et sécurité du travail de l'Amérique du nord et où le syndicalisme est pluraliste). L'auteur du chapitre 5 rappelle avec justesse que les problèmes de santé et sécurité du travail ne sont pas nécessairement les conséquences des nouvelles technologies mais plutôt des stratégies managériales qui introduisent de nouveaux stress et menaces à la santé (il aurait pu faire l'économie de la dérive au sujet du revenu citoyen). L'auteur du chapitre 7 sur le mouvement syndical adopte d'abord un ton prophétique et normatif (que doivent faire les syndicats et en passant que font les syndicats australiens) puis nous fournit des données originales sur l'utilisation d'internet par les syndicats au Canada tout en refusant de faire de ce dernier une panacée. Le chapitre 8 (conclusif) n'apporte rien de très nouveau pour qui a lu ce qui

précède. L'auteur affiche plus clairement sa posture politique (marxiste) et n'envisage pas de façons de changer le cours du capitalisme (si ce n'est le *social movement unionism*) et termine son chapitre par un paragraphe sur Che Guevara. Pour la dialectique, on repassera. L'introduction de cet ouvrage, signée par les deux directeurs, est sans doute ce qu'il y a de mieux dans cet ouvrage : bonne synthèse, origines de la notion de « nouvelle économie » (j'ai appris que c'était une expression imaginée par un Canadien). « *In short, the capitalist accumulation process is being rebooted at the expense of workers, their families and their communities*» (p.15). Bien dit.

Dans l'ensemble, cet ouvrage est une bonne source de références anglo-canadiennes et anglo-saxonnes en général, pour qui veut s'épargner de longues recherches bibliographiques. Cet ouvrage peut être très utile aussi pour qui veut étoffer son argumentaire sur l'inanité de la notion de « nouvelle économie », même si rien de très nouveau n'en ressort. Il peut sans doute trouver un usage dans des formations syndicales (au Canada anglais). Cela dit, certaines sources sont obsolètes, secondaires ou même absentes (des x parfois en lieu de références, notamment au chapitre 6) et la direction a été un peu déficiente (nombreuses répétitions). Cet ouvrage est finalement une illustration du fait que l'entité canadienne et plus spécifiquement la dualité linguistique ont bien du mal à s'incarner dans la sphère universitaire. Au-delà du fait que plusieurs compétences constitutionnelles sont partagées avec les provinces en vertu de la constitution canadienne (non reconnue par le Québec) et que les politiques québécoises en plusieurs matières sont distinctes (relire la constitution), il est sidérant de constater que la bibliographie d'un ouvrage canadien ne fasse état d'aucune référence en français (ne figurent dans cet ouvrage que des auteurs anglophones et quelques francophones traduits). Les lecteurs québécois de l'ouvrage sont prévenus : ce livre concerne le Canada **anglais**. Ne serait-il pas temps que les universitaires anglo-canadiens qui ne savent pas lire le français cessent de prétendre qu'ils écrivent sur l'ensemble du Canada?

Mona-Josée Gagnon
Département de sociologie
Université de Montréal
Montréal, Québec, Canada